



HITMUSICONLY!



PARTIE 1 : INTRODUCTION A LA MACROECONOMIE

Chapitre 2 : Les grandeurs de la macroéconomie

Résumé

On peut considérer le PIB de trois façons :

- Valeur des biens et services finaux produits dans une économie pendant une période donnée
- Somme des valeurs ajoutées dans l'économie durant une certaine période
- Somme des revenus distribués dans l'économie durant une certaine période
 - o Impôts indirects
 - o Revenus du capital
 - o Revenus du travail

PIB nominal : - somme des quantités des biens finaux multipliés par leurs prix courants
- les variations reflètent à la fois les modifications de quantités et de prix

PIB réel : - somme des quantités des biens finaux multipliés par leurs prix constants
- mesure du produit, les variations reflètent seulement des variations de quantités

Population active : somme du nombre d'employés et de chômeurs. $L = N + U$

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. $u = U/L$

Chômeur : personne qui n'a pas d'emploi et qui en a cherché un au cours des 4 dernières semaines

Loi d'Okun : relation empirique entre le taux de croissance du PIB et le taux de chômage. Elle montre qu'un fort taux de croissance est associé à une diminution du taux de chômage et, réciproquement, un faible taux de croissance est associé à un accroissement du taux de chômage.

Inflation : hausse du niveau général des prix

Taux d'inflation : taux d'accroissement du niveau des prix

Déflateur du PIB : donne les prix moyens des biens produits de l'économie
= PIB nominal / PIB réel

Indice des prix à la consommation (IPC) : donne le prix moyen des biens consommés dans l'économie.

L'IPC et le déflateur du PIB réagissent de concert la plupart du temps. Mais quand les prix des biens importés augmentent plus vite que les prix des biens produits, l'IPC croît plus vite que le déflateur du PIB.

Courbe de Philips : relation empirique entre le taux d'inflation et le taux de chômage. Cette relation s'est modifiée au cours du temps et varie selon les pays concernés. Elle prend globalement la forme suivante : quand le taux de chômage est bas, l'inflation tend à s'accroître, quand il est élevé, l'inflation tend à décroître.

L'inflation est coûteuse car elle modifie la répartition du revenu, accroît les distorsions de prix et l'incertitude.

Les macroéconomistes distinguent : - court terme (quelques années)
- moyen terme (10 ou 20 ans)
- long terme (50 ans ou plus)

Le produit est déterminé par : - la demande CT
- la technologie, le stock de capital et la population MT
- éducation, recherche, épargne et qualité du gouvernement LT

La composition du PIB :

- Consommation (C)
- Investissement (I) :
 - investissements des entreprises
 - investissements des particuliers (nouvelles maisons)
- Dépenses gouvernementales (G)
 - La valeur des services des fonctionnaires est estimée par son coût
 - G n'inclut pas les transferts opérés par les gouvernement ni les intérêts sur la dette publique.
- Importations (Q)
- Exportations (X)
 - $(X-Q)$ = exportation nette = balance commerciale
 - $(X-Q) > 0$: excédent commercial
 - $(X-Q) < 0$: déficit commercial

Mots-clés supplémentaires

Bien intermédiaire : bien utilisé dans la production d'un autre bien.

Coût de la vie : prix moyen de la consommation. Mesuré par l'IPC.

Récession : période comportant au moins deux trimestres de croissance négative du PIB

Expansion : périodes de croissance positive du PIB

Economie souterraine : partie de l'activité économique qui n'apparaît pas dans les statistiques officielles, soit illégale, soit non déclarée pour raisons fiscales.

Enquête CPS : = *Current population survey*. Larges enquêtes pour estimer le niveau de chômage aux EU.

PIB courant : = PIB nominal

PIB en terme de biens : = PIB réel

PIB en euros constants : = PIB réel

PIB ajusté pour l'inflation : = PIB réel

PIB en euros de 1992 : = PIB réel

Prix hédonistes :

Travailleurs découragés : Partie des chômeurs qui cesse de chercher du travail lorsque le chômage est élevé et n'appartient dès lors plus à la catégorie des chômeurs.

Taux de participation : rapport de la population active à la population en âge de travailler

Valeur ajoutée : Valeur de la production moins la valeur des consommations intermédiaires.

Variation de stocks : (I_s) différence entre les biens produits et les biens achetés pour une année donnée.

Inflation pure : croissance proportionnelle plus forte des prix et des salaires. Ce type d'inflation ne constituerait pas un réel problème mais n'existe pas.





Formules

Population active : $N = L + U$

Taux de chômage : $u = U/L$

PIB : $Y = C + I + G + X - Q$

Déflateur du PIB : $P_t = \text{PIB nominal en } t / \text{PIB réel en } t$

PARTIE 2 : LE LONG TERME

Chapitre 3 : La croissance économique

Résumé

Sur une longue période, les fluctuations de la production sont négligeables par rapport à la croissance, c'est à dire l'augmentation régulière de la production agrégée au cours du temps.

Lorsque l'on étudie la croissance depuis 1950 dans 5 pays riches, 3 faits émergent :

- Ils ont connu une forte croissance et une forte augmentation de leur niveau de vie. La croissance de 1950 à 1973 a permis une augmentation du revenu réel par habitant d'un facteur 2,3 aux EU, 4,6 en Allemagne et 10,9 au Japon. Ces chiffres révèlent la force des intérêts composés.
- La croissance est moindre depuis le milieu des années 70
- Les niveaux de revenus par habitant des cinq pays ont convergé pendant la période. Il y a une relation négative évidente entre le niveau de production initial et la taux de croissance.

Lorsque l'on considère un échantillonnage plus large de pays, les faits suivants émergent :

- A l'échelle de l'histoire de l'humanité, la croissance soutenue de la production est un phénomène récent. De la fin de l'Empire romain jusqu'à environ 1500, il n'y a pour ainsi dire pas de croissance du revenu par habitant en Europe. Même au début de la révolution industrielle, les taux de croissance étaient faible comparés aux standards actuels. Le taux de croissance du revenu par habitant aux EU entre 1820 et 1950 n'est que de 1,5%.
- La convergence du niveau de revenu par habitant n'est pas un phénomène universel.

Pour comprendre la croissance, les économistes partent d'une fonction de production qui relie la production agrégée aux inputs, capital et travail. La quantité que l'on peut produire pour des quantités de capital et de travail donné dépend de l'état de la technologie.

Sous l'hypothèse de rendements d'échelle constants, la forme de la fonction de production implique que l'accroissement de la production par travailleur peut venir soit d'un niveau plus élevé de capital par travailleur, soit d'un progrès technique

L'accumulation du capital seule ne peut pas permettre la croissance durable. Cependant, le taux d'épargne est une variable déterminante pour le niveau de revenu qu'une économie peut atteindre, même s'il est sans effet sur le taux de croissance.

Une croissance durable de la production par travailleur dépend finalement du progrès technique. La question la plus importante de la théorie de la croissance est sans doute de savoir quels sont les déterminants du progrès technique. C'est le progrès technique qui est l'élément clé de la croissance durable.

Mots-clés supplémentaires

Fonction de production agrégée : relation qui existe entre l'output agrégé et les inputs du processus de production. $Y = F(K, N)$

Parité de pouvoir d'achat (PPP pour *Purchasing Power Parity*) : chiffres du PIB ajustés tenant compte des variations de taux de change et du pouvoir d'achat sur place.

Rendements décroissants du capital : Pour une quantité de K donné, des augmentations successives de la quantité de travail entraînent des augmentations de moins en moins importantes de la production.

Rendements décroissants du travail : idem

Saute-mouton : Un pays se rapproche de plus en plus d'un autre sur le plan de la production, puis le dépasse.

Formules

Fonction de production agrégée : $Y = F(K, N)$

Production par travailleur : $Y/N = F(K/N, 1)$

<u>Chapitre 4 : Progrès technique et croissance</u>

Résumé

Pour comprendre le rôle du progrès technique dans la croissance, il est utile d'envisager le progrès technique comme une manière d'augmenter la quantité de travail effectif disponible dans l'économie (c'est à dire du nombre de travailleurs multiplié par l'état de la technologie). Ainsi on peut considérer que la production se fait à partir de capital et de progrès technique.

A l'état stationnaire, la production par travailleur effectif et le capital par travailleur effectif sont constants. Il s'ensuit que la production par travailleur et le capital par travailleur croissent au rythme du progrès technique.

Sous un autre angle encore, la production et le capital croissent au même taux que le travail effectif, c'est à dire à un taux égal à la somme du taux de croissance démographique et du taux de progrès technique.

On dit d'une économie à l'état stationnaire qu'elle est sur un sentier de croissance équilibré.

Une économie ne peut pas croître durablement à un taux plus élevé que $(g_A + g_N)$

Caractéristiques du sentier de croissance équilibré (croissance) :

Capital par travailleur effectif	0%
Production par travailleur effectif	0%
Capital par travailleur	g_A
Production par travailleur	g_A
Travail	g_N
Capital	$g_A + g_N$
Production	$g_A + g_N$

Le taux de croissance de la production à l'état stationnaire est indépendant du taux d'épargne. Cependant, une augmentation du taux d'épargne génère de la croissance pour un temps, à un niveau supérieur à celui du sentier de croissance équilibré.

Le taux d'épargne n'a pas d'effets de LT sur le croissance de la production par travailleur
Le taux d'épargne détermine le niveau de production par travailleur dans le LT
Une augmentation du taux d'épargne va entraîner une plus forte croissance pendant un temps mais pas indéfiniment.

Le progrès technique permet de :

- produire plus avec un même niveau de K et N
- produire des produits de meilleure qualité
- créer de nouveaux produits
- produire une plus grande variété de biens

Le progrès technique dépend à la fois de la fécondité des recherches et de l'appropriabilité des résultats de la R&D (c'est à dire la mesure dans laquelle l'entreprise peut bénéficier de ses propres découvertes).

Lorsqu'il élabore des lois sur la protection intellectuelle, le gouvernement doit faire un arbitrage entre la protection des idées, pour inciter des recherches dans le futur, et le désir de rendre des découvertes déjà existantes publiques pour un usage par tous sans restrictions.

Une croissance plus forte que d'habitude d'une économie peut avoir deux explications :

- un taux de progrès technique plus élevé
- une période d'ajustement après une augmentation de K/N

D, F, EU, UK et J ont connu une croissance équilibrée depuis 1950.

Le ralentissement de la croissance au milieu des années 70 est dû à une baisse du taux du progrès technique. La convergence de la production par travailleur apparaît être essentiellement déterminée par une convergence des niveaux d'avancement de la technologie.

Il n'y a pas d'explication valable du ralentissement du progrès technique depuis le milieu des années 70. De façon plus générale, notre compréhension des déterminants du progrès technique et des liens qui existent avec des éléments tels que le système juridique ou politique reste limitée

Formules

Relation simplifiée entre production et capital par travailleur : $Y/N = f(K/N)$



Production et investissement : Si $X = Q = 0$ et que $G = 0$, alors :

$$Y = C + I \quad \text{et} \quad S = Y - C$$

$$S = I$$

$$S = sY$$

$$I_t = SY_t$$

Investissement et accumulation du capital : $K_{t+1} = (1-\delta) K_t + I_t$

$$K_{t+1} / N - K_t / N = s.(Y_t / N) - \delta.(K_t / N)$$

Evolution dynamique du capital et de la production : $K_{t+1} / N - K_t / N = s.f(K_t / N) - \delta.(K_t / N)$

Capital et production à l'état stationnaire : $s.f(K^*/N) = \delta.(K^*/N)$

$$Y^*/N = f(K^*/N)$$

Soit A le niveau de la technologie, AN le travail effectif, $Y = F(K, AN)$

Production et capital par travailleur effectif : $Y / AN = f(K/AN)$

Interactions entre production et capital : si $I = S = sY$,

$$I / AN = sY / AN$$

$$I / AN = s.f(K/AN)$$

Investissement nécessaire pour maintenir K/AN constant = $(\delta + g_A + g_N) K$

PARTIE 3 : LE COURT ET MOYEN TERME

Chapitre 5 : Le marché du travail

Résumé

La population active est composée des personnes qui travaillent (les employés) et des personnes cherchant du travail (les chômeurs).

Le taux de chômage est égal au ratio du nombre de chômeurs sur la population active.

Le taux de participation est égal au ratio de la population active sur la population civile en âge de travailler.

Le marché du travail est caractérisé par de larges flux entre emploi, chômage et inactivité. Chaque mois, en moyenne un tiers des chômeurs sortent du chômage, soit pour prendre un emploi, soit pour devenir inactifs.

De nombreuses personnes, bien qu'elle ne cherchent pas activement un emploi et ne soient pas comptées comme chômeurs, seraient prêtes à travailler si elles trouvaient un emploi. C'est



pourquoi le taux de chômage est une mauvaise mesure du nombre de gens sans travail mais désireux de travailler.

Il y a d'importantes différences entre les catégories de travailleurs en termes de taux de chômage et de temps moyen passé au chômage. Le temps de chômage moyen est typiquement plus élevé chez les jeunes, les non-qualifiés et les minorités ethniques.

Le taux de chômage peut refléter deux réalités complètement différentes :

- un marché du travail actif avec de nombreuses séparations, de nombreuses embauches et un grand nombre de travailleurs entrant et sortant du chômage
- un marché du travail sclérosé, avec peu de séparations, peu d'embauches et dans lequel une partie de la population reste au chômage en permanence.

Le chômage est fort en période de récession, faible en période d'expansion.

Lors des périodes de fort chômage la probabilité de perdre son emploi augmente et la probabilité de trouver un emploi diminue. La durée va dès lors augmenter.

Le pouvoir de négociation d'un travailleur dépend de

- la difficulté qu'aurait l'entreprise à le remplacer
- la facilité avec laquelle il trouverait un autre emploi

Les salaires sont négativement corrélés au taux de chômage, et positivement corrélés au niveau anticipé des prix.

Les salaires dépendent des prix anticipés et non des prix réels car ils sont fixés en termes nominaux pour un certain laps de temps. Si durant cette période les prix s'avèrent différents des prix anticipés, les salaires ne sont généralement pas réajustés.

Les prix fixés par les entreprises dépendent des salaires et de la marge sur les salaires (le mark-up). Plus la marge choisie par les entreprises est élevée, plus les salaires induits par les décisions de prix sont faibles.

L'équilibre sur le marché du travail implique que le salaire réel résultant de la fixation des salaires soit égal au salaire réel résultant de la fixation des prix.

Si l'on suppose en outre que le niveau réalisé des prix est égal au niveau anticipé, alors l'équilibre sur le marché du travail détermine le taux de chômage, ce taux de chômage est appelé taux de chômage structurel.

En général, le niveau des prix n'est pas égal au niveau qui avait été anticipé lors de la négociation salariale, et donc le taux de chômage n'est pas à son niveau structurel à court terme. Mais nous allons voir, qu'il tend à y revenir à moyen terme.

Mots-clés supplémentaires

Population civile non institutionnelle : nombre d'habitants – militaires, détenus et enfants de moins de 16 ans.

Taux de participation : rapport de la population active sur la population civile non institutionnelle.

Taux de chômage : part de chômeurs dans la population active

Taux de non-emploi : pourcentage de personnes sans emploi parmi la population totale

Marché du travail primaire : emplois bons, salaires élevés, turnover faible



Marché du travail secondaire : emplois médiocres, salaires bas, turnover élevé
 Salaire de réservation d'un travailleur : salaire pour lequel il lui est indifférent de continuer à chercher un emploi ou d'accepter celui qui lui est proposé.
 Salaire d'efficience : les économistes lient la productivité ou l'efficience des travailleurs à leur salaire.
 Relation WS : relation entre le salaire réel et le taux de chômage : $W/P = F(u, z)$
 Relation PS : $W/P = 1 / (1 + \mu)$

Formules

Salaire nominal agrégé : $W = P^e F(u, z)$
 Soit μ le mark-up, $P = (1 + \mu) W$
 Soit u_n le taux de chômage structurel, $F(u_n, z) = 1 / (1 + \mu)$
 Taux de chômage, $u = U/L = (L - N)/L = 1 - (N/L)$
 Emploi, $N = L(1 - u)$
 Niveau d'emploi d'équilibre, $N_n = L(1 - u_n)$

Chapitre 6 : Les marchés financiers

Résumé

La demande de monnaie dépend positivement du niveau de transaction dans l'économie et négativement du taux d'intérêt.

Etant donné l'offre de monnaie, une augmentation du revenu conduit à une augmentation de la demande de monnaie et à une augmentation du taux d'intérêt. Une augmentation de l'offre de monnaie induit une baisse du taux d'intérêt.

Il y a une corrélation négative entre le ratio du revenu nominal sur la monnaie et le taux d'intérêt.

La banque centrale agit sur le taux d'intérêt par des opérations d'open market.
 Les opérations d'open market dans lesquelles la banque centrale augmente l'offre de monnaie en achetant des titres conduisent à une baisse des taux d'intérêt – ou, de façon équivalente, à une hausse du prix des titres.
 Les opérations d'open market dans lesquelles la banque centrale diminue l'offre de monnaie en vendant des titres conduisent à une baisse du prix des titres – ou, de façon équivalente, à une hausse du taux d'intérêt.

Quand les gens peuvent détenir à la fois des pièces et billets et des dépôts à vue, la banque centrale ne contrôle pas directement l'offre de monnaie.
 Le taux d'intérêt doit être tel que l'offre de monnaie banque centrale soit égale à la demande de monnaie banque centrale, qui elle-même est la somme de la demande de pièces et billets par les gens et de la demande de réserves des banques



Dans une économie où les gens détiennent à la fois des pièces et billets et des dépôts à vue, l'effet sur l'offre de monnaie d'une augmentation de la quantité de monnaie banque centrale est donné par le multiplicateur monétaire.

Plus le multiplicateur monétaire est élevé, plus l'effet d'une modification donnée de la quantité de monnaie banque centrale sur l'offre de monnaie – et par la suite l'effet sur le taux d'intérêt – est important.

Mots-clés supplémentaires

Monnaie fiduciaire : billets et pièces

Dépôts à vue : dépôts bancaires à partir desquels on peut signer des chèques

Vitesse de circulation : ratio du revenu nominal sur la monnaie

Opération d'expansion : la banque centrale augmente l'offre de monnaie

Opération de contraction : la banque centrale diminue l'offre de monnaie

Relation LM : relation d'équilibre qui nous dit que le taux d'intérêt doit être tel que les gens souhaitent détenir une quantité de monnaie égale au volume existant de monnaie.

Formules

La demande de monnaie = revenu nominal multiplié par une fonction du taux d'intérêt :

$$M^d = PY L(i)$$

Px d'un titre rapportant 100 € par an : $P_t = 100/(1+i)$

Chapitre 7 : Le modèle IS/LM

Résumé

La demande agrégée :

Fonction de consommation = équation de comportement : $C^D = C(y_D, i)$

L'investissement dépend du niveau des ventes courantes et prévues et du taux d'intérêt :

$$I = I(Y, i)$$

Avec les impôts, T , les dépenses gouvernementales représentent les variables de la politique budgétaire.

Le modèle IS/LM décrit les conséquences de l'équilibre simultané sur le marché des biens et les marchés financiers.

La relation IS et la courbe IS montrent les combinaisons entre le taux d'intérêt et la production compatibles avec l'équilibre sur le marché des biens. Une hausse du taux d'intérêt entraîne une baisse de la production.

La relation LM et la courbe LM montrent les combinaisons entre le taux d'intérêt et la production compatible sur les marchés financiers.

Pour une masse monétaire réelle donnée, une hausse de la production entraîne une hausse du taux d'intérêt.

Une expansion budgétaire déplace la courbe IS vers la droite, entraînant une hausse de la production et une hausse du taux d'intérêt.

A taux d'intérêt donné, les facteurs qui réduisent ou augmentent la demande de biens, à taux d'intérêt donné, déplacent la courbe IS vers la gauche ou vers la droite.

Une expansion monétaire déplace la courbe LM vers le bas, entraînant une baisse du taux d'intérêt et une hausse de la production.

Une courbe se déplace en réponse à la modification d'une variable exogène seulement si celle-ci intervient dans l'équation que décrit la courbe.

Effets des politiques budgétaire et monétaire

	Déplacement de IS	Déplacement de LM	Mouvement du produit	Mouvement du taux d'intérêt
Hausse des impôts	Gauche	Aucun	Bas	Bas
Baisse des impôts	Droite	Aucun	Haut	Haut
Hausse des dépenses publiques	Droite	Aucun	Haut	Haut
Baisse des dépenses publiques	Gauche	Aucun	Bas	Bas
Hausse de la masse monétaire	Aucun	Bas	Haut	Bas
Baisse de la masse monétaire	Aucun	Haut	Bas	Haut

La combinaison entre politique monétaire et politique budgétaire est appelée plicy-mix. Parfois ces deux politiques sont utilisées dans le même but. Cependant, le policy-mix résulte parfois de tensions ou d'un désaccord entre le gouvernement (chargé de la politique budgétaire) et la banque centrale (chargée de la politique monétaire).

La production s'ajuste lentement à la demande.

Le taux d'intérêt s'ajuste très rapidement aux variations de l'offre et de la demande de monnaie, de telle sorte que l'économie se trouve toujours sur la courbe LM.

Le modèle IS/LM semble décrire correctement le comportement de l'économie à court terme. En particulier, les effets d'une politique monétaire restrictive correspondent à ceux que le modèle IS/LM prévoit lorsqu'il tient compte des aspects dynamiques.

Une hausse du taux d'intérêt faisant suite à une contraction monétaire entraîne une baisse régulière de la production, baisse qui atteint son maximum après huit trimestres.

Mots-clés supplémentaires

Courbe IS

Courbe LM

Contraction budgétaire (ou consolidation fiscale) : action du gouvernement de réduire le déficit budgétaire en augmentant T et en gardant G inchangé.

Contraction monétaire : baisse de l'offre de monnaie

Expansion budgétaire : hausse du déficit budgétaire, due à une hausse de G ou une baisse de T

Expansion monétaire : hausse de l'offre de monnaie

Intervalle de confiance

Policy-mix





Formules

La demande agrégée, $Z(Y-T, i, G) = Z = C(Y-T, i) + I(Y, i) + G$

$S(Y-T, i) = Y - T - C(Y-T, i) = I(i, Y) + G - T$

A chaque point du temps, les relations IS et LM doivent toutes deux être vérifiées :

IS : $Y = C(Y-T) + I(Y, i) + G$

LM : $M = PY L(i)$

Chapitre 8 : L'équilibre macroéconomique : synthèse

Résumé

Le modèle de l'offre globale et de la demande globale (AS/AD) décrit les mouvements de la production et des prix quand on prend en compte l'équilibre simultané du marché des biens, des marchés financiers et du marché du travail.

La relation de l'offre globale décrit les effets de la production sur le niveau des prix. Elle est établie à partir de l'équilibre sur le marché du travail. C'est une relation entre le niveau des prix, le niveau anticipé des prix et le niveau de production. Une hausse de la production entraîne une hausse de l'emploi, qui induit une hausse des salaires et par conséquent une hausse des prix. Une hausse du niveau anticipé des prix se répercute sur une hausse équivalente du niveau des prix réalisé.

La relation de demande globale décrit les effets du niveau des prix sur la production. Elle est établie à partir de l'équilibre sur le marché des biens et les marchés financiers. Une hausse de niveau des prix réduit le stock réel de monnaie, ce qui entraîne une hausse du taux d'intérêt et une baisse du produit.

A court terme, les mouvements de la production sont issus des mouvements de l'offre globale aussi bien que de la demande globale.

A moyen terme, la production revient à son niveau structurel, lui-même déterminé par l'équilibre sur le marché du travail.

Une expansion monétaire conduit à court terme à une hausse du stock de monnaie réel, d'où une baisse du taux d'intérêt et une hausse de la production. Au cours du temps, le niveau des prix augmente, ce qui induit une baisse du stock réel de monnaie qui se poursuit tant que la production n'a pas rejoint son niveau structurel.

A moyen terme, la monnaie est donc neutre : elle n'affecte pas la production, et une hausse de la masse monétaire se répercute en une hausse proportionnelle du niveau des prix.

Une réduction du déficit budgétaire entraîne à court terme une contraction de la demande et par conséquent une baisse de la production. Au cours du temps, les prix diminuent, d'où une hausse du stock de monnaie réelle et une baisse des taux d'intérêts.

A moyen terme, la production revient à son niveau structurel, mais le taux d'intérêt est plus faible et l'investissement plus élevé.

Une hausse des prix du pétrole conduit, tant à moyen terme qu'à court terme, à une baisse de la production.

A court terme, une hausse du prix du baril entraîne une hausse des prix, ce qui réduit le stock réel de monnaie et conduit à une baisse de la demande et de la production.

A moyen terme, elle fait baisser les salaires réels payés par les entreprises, augmente le taux de chômage et réduit le niveau de production structurel.

		COURT TERME			MOYEN TERME		
	<u>Production</u>	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Niveau des prix</u>	<u>Production</u>	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Niveau des prix</u>	
Expansion monétaire	Hausse	Baisse	Hausse (faible)	Rien	Rien	Hausse	
Réduction de déficit	Baisse	Baisse	Baisse (faible)	Rien	Baisse	Baisse	
Hausse du prix de pétrole	Baisse	Hausse	Hausse	Baisse	Hausse	Hausse	

Les différences entre les effets de court terme et les effets de moyen terme des politiques sont une des raisons majeures pour lesquelles les économistes divergent dans leurs recommandations. Certains économistes considèrent que l'économie s'ajuste rapidement à son équilibre de moyen terme, et de ce fait jugent des politiques uniquement sur leurs effets de moyen terme. D'autres pensent que le mécanisme d'ajustement par lequel la production rejoint son niveau structurel est lent, et donc ils s'intéressent plus particulièrement aux effets de court terme.

Les fluctuations macroéconomiques sont les conséquences d'un flux constant de chocs portant sur la demande globale ou l'offre globale et des effets dynamiques de chacun de ces chocs sur la production. Parfois les chocs sont suffisamment mauvais, seuls ou combinés pour engendrer une récession.

Mots-clés supplémentaires

- Chocs
- Cycles
- Fluctuations de la production
- Hausse anticipée ou non anticipée de la masse monétaire
- Mécanisme de propagation
- Neutralité de la monnaie





Relation de demande globale
 Relation d'offre globale
 Stagflation

Formules

Salaires : $W = P^e F(u, f)$
 Prix : $P = (1 + \mu) W$
 $\rightarrow P = P^e (1 + \mu) F(u, z)$

$u \equiv U/L = 1 - N/L = 1 - Y/L$

Relation d'offre globale (AS) : $P = P^e (1 + \mu) F(1 - Y/L, z)$

Demande globale (AD) : $Y = Y(M/P, G, T)$
 (+, +, -)

Chapitre 9 : La courbe de Phillips

Résumé

La relation d'offre globale peut être écrite comme une relation entre l'inflation, l'inflation anticipée et le chômage. Plus l'inflation anticipée est élevée, plus l'inflation réelle est élevée. Plus le chômage est élevé plus l'inflation est basse.

Quand l'inflation n'est pas très persistante, l'inflation anticipée ne dépend que peu de l'inflation passée. Ainsi, la relation d'offre globale devient une relation entre l'inflation et le chômage.

C'est ce que Phillips a découvert pour l'Angleterre et ce que Samuelson et Solow ont découvert pour les USA, en étudiant le comportement de l'inflation et du chômage au début des années 60.

Dans les années 70 et 80, l'inflation est devenue plus persistante, si bien que l'inflation anticipée est devenue de plus en plus fonction de l'inflation passée.

Aux USA, la variation d'offre globale est devenu une relation entre chômage et variation de l'inflation. Un fort taux de chômage entraîne une baisse de l'inflation ; un faible taux de chômage entraîne une hausse de l'inflation.

Le taux de chômage structurel est le taux de chômage pour lequel l'inflation reste constante. Quand le taux de chômage est supérieur au taux structurel, l'inflation décroît ; quand il y est inférieur, l'inflation croît.

Les modifications de la façon dont varie l'inflation affectent la façon dont les gens forment leurs anticipations et la forme des contrats salariaux. Quand l'indexation des salaires sur l'inflation est très répandue, de faibles changements dans le taux de chômage peuvent conduire à de fortes variations de l'inflation. Pour un fort taux d'inflation, la relation entre inflation et chômage disparaît.

Le taux de chômage structurel dépend de nombreux facteurs qui varient entre les pays et au cours du temps. Le taux de chômage structurel diffère donc entre les pays (beaucoup plus faible au Japon et aux USA), ainsi qu'au cours du temps.

Aux USA, il semble que le NAIRU ait augmenté de 1 à 2% entre les années 60 et les années 80, puis baissé au cours des années 90.

En Europe le taux de chômage structurel a fortement augmenté depuis les années 60.

Mots-clés supplémentaires

Courbe de Philips, courbe de Philips augmentée, indexation des salaires, NAIRU, spirale prix/salaires.

Formules

$$\pi_{cot} = \pi_t^e + (\mu + z) - \alpha u_t$$

Courbe de Philips modifiée ; augmentée des anticipations ; accélétratrice :

$$\pi_t - \pi_{t-1} = (\mu + z) - \alpha u_t$$

Chapitre 10 : Inflation, activité et croissance de la masse monétaire

Résumé

Il y a trois relations entre l'inflation, la production et le chômage :

- la **loi d'Okun** relie la **variation du taux de chômage** à l'écart entre le **taux de croissance** de la production et son taux normal. De nos jours, en Europe comme aux USA, une croissance de la production supérieure de 1 point au taux normal pendant 1 an entraîne une baisse de 0,4 point du taux de chômage.
- La courbe de Phillips relie la variation du taux d'inflation à l'écart entre le taux de chômage et le taux de chômage naturel. Aux USA, actuellement, un taux de chômage inférieur de 1 point au taux naturel pendant un an entraîne une hausse de 1 point de l'inflation tout court. En Europe, elle entraîne une hausse de 0,75 point de l'inflation salariale.
- La relation de demande globale relie le taux de croissance de la production au taux de croissance du stock d'encaisses réelles. Le taux de croissance de la production est égal au taux de croissance de la masse monétaire moins le taux d'inflation. Pour un même taux de croissance de la masse monétaire, une inflation plus forte entraîne une baisse de la croissance de la production.

A moyen terme, le taux de chômage est à son niveau naturel et la production croît à son taux normal. La croissance de la masse monétaire détermine l'inflation : une hausse de un point de la masse monétaire entraîne une hausse de un point du taux d'inflation.

Selon la formule de Milton Friedman : « L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ».

A court terme, une baisse de la croissance de la masse monétaire entraîne un ralentissement de la croissance et une hausse du chômage. Ainsi une désinflation (une baisse du taux

d'inflation) ne peut se faire qu'au prix d'une hausse du taux de chômage. L'importance de cette hausse est encore controversée.

L'approche traditionnelle suppose que, face à un changement de politique monétaire, les agents ne modifient pas la façon dont ils forment leurs anticipations ; la relation entre inflation et chômage n'est donc pas affectée par l'annonce d'une désinflation. Selon cette approche la désinflation peut être atteinte au prix d'une hausse courte mais importante du taux de chômage, ou bien par une hausse plus longue et moins forte, mais dans tous les cas le coût total en termes de chômage sera le même : la banque centrale ne peut pas réduire le nombre de points de chômage excédentaires nécessaire.

Une approche différente consiste à dire que la formation des anticipations sera modifiée si le changement de politique monétaire est crédible. Dans ce cas, le coût total du chômage est plus faible.

A l'extrême, si la banque centrale est parfaitement crédible, elle peut effectuer une désinflation sans coût en chômage. Mais en général, même si la formation des anticipations est modifiée, la présence de rigidités nominales entraîne une certaine hausse du chômage, plus faible cependant que celle prédite par l'approche traditionnelle.

La désinflation américaine du début des années 80 a entraîné une forte récession. Le coût en chômage qu'elle a nécessité est proche de celui prédit par l'approche traditionnelle.

Mots-clés supplémentaires

Crédibilité
Critique de Lucas
Désinflation
Echelonnement des contrats salariaux
Labor hoarding
Loi d'Okun
Rigidités nominales
Taux de croissance ajusté à la masse monétaire
Taux de croissance normal

Formules

Loi d'Okun : $U_t - u_{t-1} = -\beta (g_{yt} - g_y)$

Courbe de Philips : $\pi_t - \pi_{t-1} = -\alpha (u_t - u_n)$

Demande globale : $g_{yt} = g_{mt} - \pi_t$



Chapitre 17 : La production, le taux d'intérêt et le taux de change

Résumé

En économie ouverte la demande dépend à la fois du taux d'intérêt et du taux de change. Une diminution du taux d'intérêt augmente la valeur des biens ; une augmentation du taux de change (une dépréciation) augmente aussi la demande des biens.

Le taux d'intérêt est déterminé par l'égalité de l'offre et la demande de monnaie ? Le taux de change est déterminé par la condition de parité des taux d'intérêts, qui affirme que le taux d'intérêt domestique doit être égal au taux d'intérêt étranger plus le taux anticipé de dépréciation.

Etant donné le taux de change anticipé et le taux d'intérêt étranger, une augmentation du taux d'intérêt domestique induit une diminution du taux de change (une appréciation), et une diminution du taux d'intérêt domestique induit une augmentation du taux de change (une dépréciation).

En régime de changes flexibles, une politique budgétaire expansionniste induit une augmentation du produit, une augmentation du taux d'intérêt et une appréciation. Une politique monétaire restrictive induit une diminution du produit, une augmentation du taux d'intérêt et une appréciation.

Il existe plusieurs type de régimes de change. Ils vont du taux de change complètement flexible aux parités glissantes, aux ancrages, aux taux de change fixes, jusqu'à l'adoption d'une monnaie unique.

En régimes de changes fixes, un pays maintient un taux de change fixe avec une monnaie étrangère ou un panier de devises.

En régimes de changes fixes et si les capitaux sont parfaitement mobiles, un pays doit maintenir son taux d'intérêt égal au taux d'intérêt étranger. Ainsi la banque centrale perd un instrument de politique, la politique monétaire.

La politique budgétaire devient plus efficace, parce qu'elle provoque une accommodation monétaire et donc ne permet pas à l'évolution des taux de change et des taux d'intérêts de contrecarrer en partie l'augmentation initiale du produit.

Mots-clés supplémentaires

Ancrage	Modèle de Mundell-Fleming
Ancrage avec dérive	Parité centrale
Bandes de fluctuation	Partisans de l'offre
Déficits jumeaux	Système monétaire européen (SME)
Mécanisme de taux de change	

Formules

$$I_t = i^* + (E_{t+1}^c - E_t) / E_t$$

$$E = E^c / (1+i-i^*)$$

